



**Interview de  
Nonna Mayer  
Directrice de recherche CNRS au CEVIPOF**

**4 jan 2007** - Nonna Mayer analyse les caractéristiques du vote Front National.

Dans cet entretien, elle revient sur les événements fondateurs du parti frontiste, sur sa sociologie électorale, ses thématiques de campagne et les raisons de la présence de son leader, Jean-Marie Le Pen, au second tour de l'élection présidentielle de 2002.

## **Le vote FN : historique, sociologie et enjeux**

Depuis quand le Front National existe-t-il ?

Le Front National est créé en 1972, par des activistes d'Ordre nouveau, ex-Occident. Leur objectif est de réinsérer toutes les familles de l'extrême droite française, des poujadistes aux partisans de l'Algérie française et aux nostalgiques de Vichy, dans le jeu parlementaire. Leur modèle est le MSI italien (Movimento Sociale Italiano) dont le FN copie l'insigne - la flamme aux couleurs du drapeau national (vert/blanc/rouge pour l'Italie et bleu/blanc/rouge pour la France). C'est Jean-Marie Le Pen qui est appelé à la tête de ce mouvement car il apparaît à l'époque comme la plus « respectable » et la plus consensuelle des figures de l'extrême droite.

Pendant dix ans, le FN reste dans l'anonymat le plus total. Ses candidats quelle que soit l'élection ne dépassent pas la barre des 1% des suffrages exprimés. Aux législatives de 1981 encore, il recueille moins de 100 000 voix. Les municipales de 1983 marquent un tournant. Le parti connaît ses premiers succès à Marseille (5,9% des suffrages dans le premier secteur), à Roubaix (9,6%), dans le 20ème arrondissement parisien où la liste de Jean-Marie Le Pen fait 11,3%. Mais ce sont les élections municipales partielles de Dreux, le 4 septembre, qui le sortent de son ghetto électoral. La liste du FN menée par Jean Pierre Stirbois recueille 16,7% des suffrages au premier tour, et fusionne avec la liste UDF-RPR pour le second. L'alliance, largement médiatisée et controversée, permet à la droite de battre la gauche en recueillant plus de 55% des suffrages. Elle donne un début de légitimité politique au FN, confirmé par son score de 11% des suffrages exprimés aux élections européennes de 1984 où il dépasse les deux millions d'électeurs. Puis aux législatives de 1986 il frôle les 10% et grâce au changement du mode de scrutin - passage d'un mode de scrutin majoritaire à un mode de scrutin proportionnel- il envoie 35 députés à l'Assemblée nationale. Avec le retour au scrutin majoritaire pour les législatives de 1988, le même score ne lui obtient qu'une élue.

La règle du scrutin majoritaire pénalise les petits partis et oblige à des alliances au second tour, alliances dont, sauf exception, le FN va être exclu. La phrase de Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz qualifiées de « point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale », à l'automne 1987, va durablement modifier son image. La proportion de Français qui jugent que Le Pen et son parti « représentent un danger pour la démocratie » bondit à 65%, depuis elle n'est jamais descendue en dessous de 62% (voir le dernier sondage TNS-SOFRES-RTL-Le Monde, 6-7 décembre 2006).

Entre 1988 et 1998 s'ouvre une seconde phase, celle de la consolidation électorale. A l'élection présidentielle de 1988, Jean-Marie Le Pen dépasse les 4 millions d'électeurs et frôle les 15%, il les dépasse à celle de 1995. Au premier tour des municipales de 1995, il dépasse parfois 30 % des voix notamment en banlieue parisienne et en Provence-Alpes-Côte d'Azur et remporte les mairies de Toulon, Marignane et Orange, auxquelles vient s'ajouter Vitrolles en février 1997, conquise par Catherine Mégret à la faveur d'une élection partielle. Aux législatives de 1997, puis aux régionales de 1998, pour la première fois le score moyen du FN atteint celui de Jean-Marie Le Pen aux scrutins présidentiels. Grâce à son délégué général Bruno Mégret, le mouvement d'abord centré autour de la personnalité très médiatique de son leader, s'étoffe et devient progressivement un parti politique à part entière, avec ses sections locales, ses militants, ses écoles de formation, ses organisations satellites. Le frontisme est, lentement, en train de prendre le relais du "lepenisme", quand Bruno Mégret entre en dissidence, entraînant avec lui plus de la moitié des cadres du parti pour créer une formation concurrente, le MNR (Mouvement national républicain) (Congrès de Marignane, 23-24 Janvier 1999).

La scission semble casser net la dynamique électorale du FN. Aux élections européennes de 1998, il ne recueille que 5,7% des voix. Aux cantonales et aux municipales de 2001, le total des suffrages réunis par le FN et le MNR ne dépasse pas 10%. A un mois de l'élection présidentielle de 2002 il en va de même des intentions de vote pour Jean Marie Le Pen (10% en mars). Et c'est le « séisme » du 21 avril. Les scores cumulés des deux candidats d'extrême droite frôlent les 20% au premier tour, Le Pen devance le candidat socialiste et se qualifie pour le second tour. Ce dernier se transforme en référendum « anti-Le Pen », Jacques Chirac est élu avec plus de 82% des suffrages exprimés. Mais le président du FN attire quand même plus de 5,5 millions de suffrages. Jamais, depuis la seconde guerre mondiale, un parti issu des rangs de l'extrême droite n'a réalisé une telle avancée.

Qui sont les électeurs du FN ?

L'électeur type est un mythe. Les soutiens du FN se renouvellent et se diversifient à chaque élection. En 1984 la liste conduite par Le Pen fait ses meilleurs résultats dans les couches les plus aisées et les plus instruites de la population, chez les industriels et les gros commerçants, les professions libérales, les catholiques pratiquants. Des catégories traditionnellement acquises à la droite, exaspérés par l'arrivée des « socialo-communistes » au pouvoir et qui trouvent Simone Veil, candidate de la droite aux élections européennes, trop modérée. A partir de 1986, ceux là reviennent au vote utile, l'extrême droite étend son influence dans des catégories plus populaires et détachées de la religion.

Au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, Le Pen arrive en tête chez les petits commerçants et artisans inquiets pour leur avenir, en 1995 il perce chez les ouvriers déçus par la gauche. Dans les années 70 plus on avait d'attaches ouvrières, parce qu'on était ouvrier, qu'on avait des parents, un conjoint ouvrier, plus on votait pour la gauche, en particulier la gauche communiste, perçue comme l'alliée naturelle du monde ouvrier. En 1995, c'est le vote

Le Pen qui augmente avec le degré d'intégration à la classe ouvrière, surtout chez les plus jeunes, disponibles pour la nouvelle offre politique, qui n'ont pas l'habitude de voter pour la gauche comme leurs aînés. Entre temps la profession ouvrière s'est transformée, la désindustrialisation l'a déstructurée, et les partis de gauche ont changé aussi en arrivant au pouvoir, les liens entre ces deux mondes se sont distendus, ouvrant un espace pour le FN. En 2002 enfin le vote Le Pen se développe dans les milieux ruraux et agricoles, gagnés par un sentiment d'insécurité. Le 21 avril, il fait jeu égal chez les agriculteurs, les patrons, les employés (22%) et les ouvriers (23%), contre respectivement 14 et 11% chez les cadres et les professions intermédiaires. Et si en 1995 il réussissait mieux chez les jeunes, en 2002 c'est chez les seniors, dans la tranche des 50 à 65 ans, qu'il fait ses meilleurs scores.

Mais il y a aussi des permanences, des constantes. L'électorat Le Pen ou / FN se distingue de tous les autres, quelle que soit l'élection, par une vision à la fois ethnocentrique de la société, valorisant l'entre soi, méfiante à l'égard des « autres », des minorités, des étrangers, et une vision répressive, sécuritaire. Les lepénistes sont toujours les plus nombreux à estimer qu'il y a « trop d'immigrés » (à 97% chez eux qui ont l'intention de voter Le Pen le 21 avril contre 59% dans l'ensemble de l'électorat), qu'on ne « se sent plus chez soi en France comme avant » (85% vs 51%), et qu'il faut « rétablir la peine de mort » (84% vs 46%). Et si ces opinions baissent lentement mais sûrement dans l'ensemble de l'électorat, elles sont quasi stables chez les électeurs lepénistes, à contre courant. Dans le prolongement de ces attitudes, les électeurs lepénistes se distinguent toujours également par l'importance particulière qu'ils attachent à l'enjeu de l'immigration, suivi par l'insécurité.

Cette vision du monde ethnocentrique et autoritaire est également très liée au niveau d'étude. Le score de Le Pen double quand on passe des bacheliers aux non bacheliers et atteint son minimum chez les enseignants. Les moins diplômés se montrent plus réceptifs au côté carré et anti-intello de son discours, qui fait des immigrés la cause unique de tous les problèmes et prône comme solution la manière forte.

A l'effet du diplôme s'ajoute celui du genre. Les femmes, quelles que soient l'élection, se montrent plus réticentes à son égard. En 2002, si elles avaient été seules à voter, Le Pen serait arrivé troisième. En revanche, si seuls les hommes avaient voté, il serait arrivé premier. Deux types de femmes en particulier se distinguent. Les jeunes et diplômées, qui n'adhèrent pas au discours rétrograde du FN, remettant en cause les acquis du féminisme, et les plus âgées, catholiques et pratiquantes, qui adhèrent parfois aux idées du FN mais qui ont intériorisé le message de tolérance des Evangiles, et les condamnations répétées des idées du FN par les évêques de France.

Enfin, on observe une fracture constante au sein de cet électorat, qui rassemble, en proportion variable selon l'élection, des électeurs plutôt proches de la droite classique et des électeurs rejetant gauche et droite dos à dos mais à tout prendre préférant la première à la seconde. Les « droitistes » sont plus instruits, plus aisés, plus pratiquants, plus attachés aux valeurs

traditionnelles. Les « ninistes » viennent plutôt de milieux socialement et culturellement défavorisés. Ils sont plus contestataires. Quatre sur cinq n'ont pas le bac, deux sur trois sont ouvriers et/ou enfants d'ouvriers et ils revendiquent leur appartenance à la classe ouvrière ou à celle des travailleurs, plutôt qu'aux classes moyennes et supérieures. Alors que ninistes et droitistes pesaient à peu près le même poids dans l'électorat lepéniste de 1995 et 1997, en 2002 les droitistes sont majoritaires (55%).

Que s'est-il passé en 2002 ?

Le « 21 avril » est d'une certaine manière un « non événement ». On retient cette date car pour la première fois dans l'histoire de l'extrême droite, elle accède au second tour de l'élection présidentielle. En fait, la différence de voix entre Jean Marie Le Pen et Lionel Jospin n'est que d'environ 200 000, ça s'est joué disons à trois voix près dans les 65 000 bureaux de vote. Et par rapport à son score de 1995 Le Pen ne gagne que 276 000 voix. Le vrai séisme est le très mauvais score du Président et du Premier ministre sortants. Jamais la désaffection pour la classe politique n'a été aussi forte. 82% des personnes interrogées à la veille du 21 avril ont le sentiment que « les hommes politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme nous », plus de 65% estiment les élus et la classe politique plutôt « corrompus ». La grande majorité des électeurs ne voit pas de différence entre Chirac et Jospin, pense qu'ils feront la même politique. Leur image est brouillée par 5 ans de cohabitation. Le sentiment dominant est que les jeux sont faits, qu'ils arriveront en tête, d'où la tentation soit de s'abstenir (28% d'abstention au premier tour) soit de se faire plaisir en soutenant un petit ou une petite candidat(e) d'où la dispersion spectaculaire des voix au profit des extrêmes gauches (10% des suffrages) et des extrêmes droites (20%). Cette protestation va plus vers l'extrême droite parce que le thème de l'insécurité est au coeur du débat politique depuis juillet 2001, confortée par une série de faits divers sanglants. S'y ajoute la peur des attentats et de la menace islamiste, dans le contexte de l'après 11 septembre. La peur profite à Jean Marie Le Pen. Enfin il bénéficie du mécontentement suscité par nombre de mesures du gouvernement Jospin, son score atteignant des records chez ceux qui jugent « très négatif » les effets des 35 heures (26% de votes Le Pen), du remplacement du franc par l'euro (37%), de la suppression du service militaire (34%), du PACS (33%) et de la loi sur la parité (19% chez les femmes, 39% chez les hommes).

Cela peut-il se reproduire en 2007 ?

La désaffection à l'égard de la classe politique est toujours là. Selon le Baromètre Politique Français du Cevipof, 59% des personnes interrogées en novembre disent ne faire confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner. Et les violences urbaines de novembre 2005, les débordements lors des manifs anti CPE d'avril 2006, les incendies d'autobus, peuvent jouer en faveur de Jean Marie Le Pen tout comme la peur de l'islam alimentée par les réactions violentes dans le monde musulman aux caricatures de Mahomet, ou le débat autour de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Mais le contexte est différent de celui de 2002, le clivage gauche/droite est moins brouillé, nous ne sortons pas d'une période de cohabitation, c'est la droite qui gouverne et le moins qu'on puisse dire est qu'elle a mené une politique de droite, multipliant les lois sur l'insécurité, sur l'immigration. Le duel des deux candidats en tête des sondages, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, intéresse. Les rebondissements sont nombreux et les Français y sont attentifs. Nul n'a le sentiment que les jeux sont faits. Et les sondages montrent que la préoccupation dominante des Français est le pouvoir d'achat, l'insécurité économique, enjeux sur lesquels le FN n'est pas perçu comme crédible. Le

sentiment d'insécurité lié à la délinquance lui a baissé. Et il faut prendre avec précautions les sondages qui donnent aujourd'hui le vote Le Pen pour la présidentielle de 2007 à 17%. Le Baromètre politique français montre un noyau dur d'environ 7% de l'électorat tout à fait sûr de vote pour lui, les 10% restants sont plus volatiles. La campagne ne fait que commencer.

On ne sait pas encore qui sera candidat, le doute subsiste même pour Jean Marie le Pen. Le vote en sa faveur reste sous déclaré, difficilement avouable, et la question est de savoir si les sondeurs, auxquels on reproche d'avoir sous-estimé le vote Le Pen du 21 avril 2002, ne surestiment aujourd'hui les intentions de vote en sa faveur. Enfin dans l'hypothèse où les deux pourront se porter candidat, le candidat du FN se voit concurrencé par un Philippe de Villiers, qui peut paraître plus respectable auprès de ses électeurs « droitiers » attachés aux valeurs traditionnelles. Surtout la politique musclée de Nicolas Sarkozy à l'égard des immigrés, des sans papiers, des jeunes de banlieue, séduit nombre de ses sympathisants. En octobre dernier (Baromètre présidentiel SOFRES vague 7) les intentions de vote en faveur de Le Pen passaient de 11% si le candidat de l'UMP était Nicolas Sarkozy à 14% si c'était Dominique de Villepin et 14,5% si c'était Michèle Alliot Marie. Donc il n'est pas du tout sûr que Jean Marie Le Pen fasse le 22 avril 2007 un score comparable à celui du 21 avril 2002, encore moins qu'il soit présent au second tour.

Quels enseignements peuvent être tirés de l'arrivée au second tour du Front National ?

Qu'il y a une grande part de hasard, que le résultat d'une élection devient totalement imprévisible quand on a autant de candidats que le 21 avril (il y en avait 16) et une telle dispersion des suffrages. Mais que cette dispersion même traduit une transformation de l'électorat que l'on retrouve dans toutes les grandes démocraties, travaillées par un processus d'individualisation croissant. L'encadrement partisan, les solidarités partisans, professionnelles, confessionnelles, jouent moins. Les votes de dernière minute -Vincent Tiberj parle de « vote d'isoloir »- se font plus fréquents. En 1988 les trois quarts des électeurs avaient pris leur décision « depuis longtemps », en 1995 et 2002 ils ne sont plus qu'un sur deux. Les choix paraissent plus volatiles et plus réactifs aux événements de campagne. L'autre enseignement est la montée de ce qu'André Blais appelle le « vote stratégique inversé » (in Cautrès, Mayer dir., Le nouveau désordre électoral, Presses de sciences Po, 2004), mesuré à l'aide de trois questions (pour qui a-t-on l'intention de voter, qui souhaite t-on voir élu, qui a le plus de chance d'être élu ?), qui serait l'inverse du vote utile. Voter utile c'est voter pour un gros candidat qui a plus de chance de l'emporter que le petit ou la petite candidate qu'on aime.

Le vote stratégique inversé lui consiste à voter pour un petit candidat qu'on ne veut pas voir élu et dont on pense qu'il n'a aucune chance, mais pour donner un message à son candidat préféré. Une électrice jospiniste va voter pour Besancenot au premier tour parce qu'elle pense qu'il y a trop d'injustices sociales, un chiraquien va voter Le Pen pour dire que le vrai problème c'est les immigrés ou la sécurité. Le jeu de ces votes contraires à sa préférence représente 10% de l'électorat du 21 avril. Si tous avaient voté selon leur préférence, il n'y avait pas de séisme, Le Pen arrivait en troisième position. Nombre d'électeurs se diront peut être qu'il vaut mieux voter utile dès le premier tour en 2007.

En 2002, qui a perdu des électeurs au profit du FN ?

Essentiellement la droite. Mais tout dépend quelle est votre élection de référence, et les chiffres sont à prendre avec précaution, ils ne portent par définition que sur l'électorat participant aux deux scrutins concernés, et les reconstitutions de votes passés sont parfois hasardeuses. Avec ces limites, on voit que la moitié des électeurs Le Pen du 21 avril 2002 dit avoir voté pour Chirac au second tour de l'élection présidentielle de 1995, un quart pour Jospin et un quart qui n'a pas voté ou voté blanc ou nul. Un tiers a donné ses voix à un candidat de droite au premier tour des élections législatives de 1997, contre 17% à un candidat de la gauche plurielle, un quart au FN et un quart n'ayant pas exprimé de vote. Autrement dit, parmi les électeurs ralliés à Le Pen le 21 avril, qui n'avaient pas voté pour le FN il y a deux ans, les transfuges de la droite pèsent deux fois plus lourd que ceux de la gauche, ils représentent les deux tiers de l'effectif. Si on regarde maintenant ce qui s'est passé entre les deux tours présidentiels de 2002, il est intéressant de noter que Jean-Marie Le Pen a récupéré 6% des abstentionnistes du premier tour, 4% des électeurs de gauche et 3% des électeurs de la droite classique. Mais il n'a pas fait le plein dans son propre camp, seulement 77% de ses électeurs du premier tour, et 54% des mégrétistes, ont voté pour lui au second.

Perte  
d'électeurs  
au profit du FN  
:  
essentiellement  
la droite

Le racisme et l'antisémitisme sont-elles des thématiques toujours d'actualité dans l'offre électorale frontiste ?

Je ne poserais pas le problème en ces termes. Il y a des lois qui répriment l'expression publique du racisme et de l'antisémitisme. Certes les provocations de Jean Marie Le Pen, son antisémitisme obsessionnel, lui ont valu de nombreuses condamnations pour « antisémitisme insidieux », « apologie de crime de guerre », « provocation à la haine raciale », etc. On observe au sein du FN deux vecteurs importants d'antisémitisme, la mouvance nationaliste révolutionnaire et les cercles intégristes catholiques. Les électeurs de Jean Marie Le Pen, quelle que soit l'élection, ont les niveaux les plus élevés sur une échelle « d'ethnocentrisme », mesurant la valorisation de l'entre soi et le rejet de toutes les minorités, étrangers, juifs, arabes, musulmans... - le rejet des immigrés, des Maghrébins, des Musulmans étant toutefois beaucoup plus fréquent dans cet électorat que l'adhésion aux stéréotypes antisémites. Mais si on regarde l'offre partisane, les programmes du FN, l'antisémitisme en est absent, et les termes pour parler de l'immigration sont choisis. Sous l'influence de la nouvelle droite il y a longtemps que la doctrine frontiste a été reformulée en termes plus acceptables dans le grand public comme celui de « préférence nationale ».

Peut-on parler d'une déculpabilisation de la part des électeurs du FN du fait du résultat du premier tour de 2002 ?

Cela a joué sûrement dans l'euphorie qui a suivi les résultats du premier tour, au sein de cette famille politique. Mais c'est un vote qui reste entouré de réprobation morale, difficilement manifestement à reconnaître devant un enquêteur ou une enquêtrice, comme en témoigne sa constante sous déclaration dans les sondages. Le dernier sondage Sofres, en décembre, sur l'image du FN, déjà cité, montre bien que 65% des Français voient dans ce parti et son chef « un danger pour la démocratie », et la même proportion y voit « le représentant d'une extrême droite nationaliste et xénophobe ». Rappelons par ailleurs que la « lepénisation » des esprits a ses limites. On observe plutôt un recul de l'adhésion à ce qui est au coeur de son programme, le thème de la préférence nationale. Toujours selon le sondage annuel Le Monde, RTL/ TNS

Un danger  
pour la  
démocratie

Sofres, entre septembre 1991 et décembre 2006, la proportion d'interviewés estimant que l'on doit donner la priorité à un Français sur un immigré en situation régulière passe de 45% à 18% en matière d'emploi et de 43% à 21% en matière de protection sociale. Et ce malgré tous ses efforts, Le Pen n'a pas réussi à se donner l'image d'un homme d'Etat, d'un présidentiable. De même que son parti n'a pas l'image d'un parti de gouvernement. Donc la « déculpabilisation » est loin d'être évidente.

Que dire au sujet de la succession de Le Pen à la tête du parti ?

Elle divise profondément un parti mal remis de la scission de 1998. La guerre est ouverte entre le prétendant légitime, le délégué général du parti, Bruno Gollnisch, et la fille de Jean Marie Le Pen, Marine, vice-présidente du parti. A la tête de « Génération Le Pen » et des « trentenaires » du parti, elle veut rajeunir et comme elle dit « déringardiser » le FN, lui décoller cette image de parti fasciste et nostalgique de la Seconde Guerre mondiale. Elle a de son père la carrure et l'assurance, sans son passé d'activiste d'extrême droite, sans complaisances à l'égard du nazisme et de l'antisémitisme. Et c'est une femme, qui voudrait faire passer en douceur le message du parti, sous une forme plus soft, pour vaincre les réticences des électrices à l'égard de l'extrême droite. Marine Le Pen a clairement condamné les déclarations de Bruno Gollnisch, quand il est revenu sur « le point de détail » en janvier 2004. En réaction aux propos de son père, dans un entretien au journal Rivarol (7 Janvier 2005), affirmant que l'occupation allemande en France « n'a pas été particulièrement inhumaine » elle s'est mise en congé du parti pour trois mois, séchant le bureau exécutif et le bureau politique. Mais sur le fond la doctrine, « Français d'abord », reste la même. Et le succès même de Marine risquerait de faire éclater une seconde fois le parti.

Est-il possible d'établir une représentation territoriale du vote FN ?

Longtemps la géographie de ce parti a semblé immuable, ses bastions électoraux se trouvant à l'est d'une ligne imaginaire joignant Le Havre, Valence et Perpignan, dans une France urbaine et industrielle particulièrement réceptive aux thèmes de l'immigration et de l'insécurité. A contrario, le monde rural semblait résister, qu'il soit de tradition catholique- conservatrice ou laïque de gauche, et c'est chez les agriculteurs que le FN faisait ses moins bons scores. Ce n'est plus si simple. En 2002 comme l'a bien montré Pascal Perrineau (Perrineau, Ysmal dir., Le vote de tous les refus, Presses de Sciences Po, 2003) , la nouveauté réside dans sa percée dans le monde rural et agricole, à la bordure occidentale du Massif central, dans les régions Midi Pyrénées et Languedoc Roussillon et plus largement dans une France périurbaine inquiète de la diffusion de la délinquance. Et localement le FN diffuse son influence en cercles concentriques, autour de ses noyaux électoraux, élargissant lentement son territoire.

Propos recueillis par **Sébastien Zriem**